

## **STOP A L'AUSTERITE AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES !**

### **LA JOURNEE DE CARENCE**

Sous couvert d'une « égalité » privé/public, le gouvernement a fait voter, nuitamment, une loi instaurant un **jour de carence pour les arrêts-maladie des fonctionnaires** et une journée supplémentaire, qui porte à 4, le nombre de jours de carence pour les salariés du privé. Il a depuis abandonné cette dernière mesure en lui substituant une baisse du montant de remboursement des indemnités journalières pour les salariés gagnant plus de 2500 € par mois. Mais il maintient la journée de carence pour les fonctionnaires

Il s'agit bel et bien de supprimer la rémunération des fonctionnaires lors du premier jour d'arrêt-maladie, et, s'il est vrai que le régime général de Sécurité Sociale ponctionne 3 jours de carence aux salariés du privé, ces derniers sont souvent payés par l'employeur au travers des conventions collectives ou des accords d'entreprise. **Ce ne sera le cas ni des titulaires ni des contractuels de la Fonction publique.**

**Le SPASEEN FORCE OUVRIERE** dénonce les orientations gouvernementales qui visent à réaliser des économies sur le dos de tous les salariés, qui sont de plus en plus nombreux à ne plus pouvoir accéder aux soins.

**Dans ce contexte, l'instauration de la journée de carence, c'est :**

- une véritable **sanction financière l'égard des fonctionnaires et des contractuels**, et plus particulièrement, contre les malades, qui laisse planer le doute sur la justification même de l'arrêt-maladie,
- une **attaque sévère contre le statut** qui définit les droits des fonctionnaires en matière de congés.

**Les fonctionnaires ne sont pas responsables de la « dette. Ils sont les victimes de sa dictature qui sacrifie les dépenses les plus essentielles.**

**Qui sont les vrais fraudeurs ?** Les salariés malades ou certains patrons qui sont responsables, par le «travail dissimulé », d'un manque dans les caisses de l'Etat d'environ 15 milliards d'euros par an ?

Ou encore les bénéficiaires des milliards alloués au sauvetage de banques qui ont elles-mêmes créé les conditions de leurs pertes financières ?

### **L'ECRASEMENT DE LA GRILLE DE REMUNERATION**

Le gouvernement annonce une **augmentation du SMIC de 2,1% au 1<sup>er</sup> décembre 2011 qui va le porter de 1365€ à 1393,82€.** Cette augmentation va se répercuter sur les derniers indices de la grille indiciaire.

**Mais les premiers indices de la grille jusqu'à l'indice 300 se retrouveront en deçà du SMIC.** Même si une indemnité compensatrice les ramènent au niveau du SMIC, **une grande partie des adjoints administratifs, jusqu'au 4<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> échelon selon les grades, sont smicardisés !**

**Sont-ils les responsables de la « crise ?**

Ne font-ils pas plutôt partie des premières victimes, quand, de surcroît, **l'augmentation des prestations familiales et des aides au logement est bloquée à 1%** au lieu d'être indexée sur l'inflation. **On passe donc de 2,1% (inflation prévue en 2011) à 1%**, soit une perte de pouvoir d'achat sur les allocations familiales, allocations de rentrée scolaire, le congé parental et les APL.

**Plus de 11 millions d'allocataires de prestations, soit les plus fragilisés, sont pénalisés!**

**La TVA passe de 5,5% à 7%** dans les secteurs de l'alimentaire aux transports (y compris pour se rendre au travail), en passant par la restauration, les travaux de rénovation, les livres...

**Pour FO cette hausse renforce le caractère socialement injuste de la TVA.** Insensible pour les plus riches, elle taxe le pouvoir d'achat de tous salariés.

Qu'on ne s'y trompe pas ! La volonté du gouvernement est réelle : briser les acquis sociaux, réduire le coût du travail, briser le Statut de la Fonction publique, une des dernières garanties collectives qui fait encore rempart aux régressions organisées.

**Les personnels n'acceptent pas ! Comme tous les salariés, ils refusent la régression sociale qu'on veut leur imposer.**

**FORCE OUVRIERE** est à vos côtés, comme elle sera aux côtés des enseignants le 15 décembre prochain, pour organiser la riposte sur des revendications claires.

Le **SPASEEN-FO** revendique :

- le retrait immédiat de la loi sur les jours de carence ;
- **l'augmentation générale des salaires**, des pensions et minimas sociaux ;
- la hausse de la valeur du point d'indice (5% dès 2011) et **par 44 points supplémentaires pour tous** afin de rattraper (en partie) la perte de 10% du pouvoir d'achat enregistrée depuis 2000 dans la Fonction publique ;
- **la revalorisation des grilles indiciaires** pour les catégories C, B et A et l'augmentation du minimum de rémunération à 120 % du SMIC ;
- **l'accès au coefficient 8 pour tous les régimes indemnitaires.**

**Nous ne serons pas les victimes consentantes  
de la déréglementation organisée  
et la mise à mort de nos acquis sociaux !**

**Défendez-vous !  
Rejoignez FORCE OUVRIERE !**